LE ROUGE GORGE NEWS
2024 L'HUMAIN D'ABORD!
Bulletin d'information PCF Fécamp
Février 2024

Au Sommaire

Page 1 :
- L'édito

Page 2 :
- CCAS : l'ardoise de Mme Tessier
- Reprise de la clinique par l'hôpital en mode dégradé ?

Pages 3 et 4 :
- non à l'augmentation des tarifs de l'électricité

Pages 5 à 7 :
- Léon Deffontaines lance à Rouen sa campagne des élections européennes en se faisant le champion de la paix en Europe

Pages 8 à 11 :
- dossier spécial «manifestations des pay-sans » avec l'interview de 2 responsables syndicaux du MODEF et des JA

Page 12 :
- Attendez-vous à voir sur les murs

Page 13 :
- Contacter le Parti Communiste Français

Casting de classe

L'année 2023 avait commencé par la loi repoussant l'âge de la retraite à 64 ans. Elle s'est terminée par la loi sur l'immigration, où les macronistes ont couru derrière la droite qui courait derrière le Rassemblement National, pour pondre une loi honteuse qui va fabriquer des milliers de nouveaux sans-papiers. Une loi dont le conseil constitutionnel vient de rejeter 40 % des articles car non conformes à la constitution et aux valeurs de la République

A chaque fois, Macron s'attaque aux travailleurs. Mais jamais aux riches : à aucun moment il n'a mis à contribution les dividendes des actionnaires pour financer les retraites. A aucun moment il ne s'est attaqué aux mafias des passeurs ni aux patrons voyous qui embauchent des travailleurs immigrés clandestins. A aucun moment il n'est allé contre les accords de libre échange qui étranglent nos agriculteurs

Celles et ceux qui ont cru au « en même temps de droite et de gauche » peuvent aujourd'hui vérifier que Macron a toujours été « et de droite et de droite » … Une nouvelle preuve a été apportée par la nomination comme ministres des fonds de tiroir de la droite, comme Rachida Dati (mise en examen pour corruption passive) ou Catherine Vautrin, qui ont trahi sans vergogne leur parti d'origine « Les Républicains » pour un poste.

Les débuts de ce gouvernement Attal sont particulièrement tonitruants, notamment lorsqu'il a promis aux agriculteurs des « réformes » qui ne lui coûteront pas bien cher. Grand écart insupportable entre la communication et les actes, entre les effets d'annonce bidon et la réalité sordide des faits.

Les faits, c'est la nouvelle ministre de l'Education Nationale prête à tout pour dénigrer le service public dont elle a la charge et caser ses rejetons dans des écoles privées huppées et ultra-réac en contournant Parcours Sup grâce à ses passe-droits. Les faits, c'est l'éphémère ministre de la santé Mme Firmin-Le Bodo, membre de la garde rapprochée d'Edouard Philippe, et ses cadeaux offerts par les laboratoires pharmaceutiques mais jamais déclarés selon l'agence Mediapart. Les faits, c'est l'augmentation du prix de l'électricité par le gouvernement et, à Fécamp, l'augmentation par l'équipe de Mme Poussier-Winsback du tarif de l'eau et leur projet de suppression du service de restauration à domicile du CCAS

Si le « nouveau » casting de Macron n'est pas très classe, c'est néanmoins un casting de classe, la classe de cette petite élite de privilégiés prêts à tout pour défendre leur place

Il est temps que le monde du travail reprenne la main, à Fécamp, en France et en Europe

L'ardoise de Mme Tessier

En octobre dernier, le Rouge-Gorge annonçait que çà sentait le roussi pour la mairie de Fécamp dans son conflit avec les aides à domicile du CCAS. Le verdict vient de tomber : le Tribunal Administratif a condamné la ville de Fécamp a payé 170 000 € à ses aides à domicile, en dédommagement de toutes les heures de travail non payées Rappelons le fond du dossier : sous la houlette de Madame Dominique Tessier, adjointe de Madame Poussier-Winsback à la mairie et conseillère départementale, les temps de déplacement entre les domiciles des patients n'étaient pas payés. Ce sont ainsi des dizaines d'heures de travail qui ont été passées sous la table. En agissant ainsi, Mme Tessier faisait en sorte que le temps de travail des salariées soit inférieur au seuil légal de 28 heures hebdomadaires, seuil à partir duquel les aides-soignantes sont prises en charge par la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales. Cerise sur le gâteau de Madame Tessier : les frais d'essence pour aller du domicile d'un patient à l'autre étaient à la charge des salariées…

Cette « gestion » d'un autre temps vient donc d'être condamnée par le Tribunal Administratif. Avec à la clé une ardoise de 170 000 € que Mesdames Tessier et Poussier-Winsback laissent à la charge du contribuable. Le manque de respect de la dignité et des droits des salariées par l'actuelle équipe municipale de Fécamp nous coûte bien cher.

Reprise de la clinique par l'hôpital

Au final, l'Agence Régionale de Santé a donné son feu vert pour que l'hôpital de Fécamp reprenne les activités de la clinique, en liquidation judiciaire. Mais en mode dégradé : sur les 66 salarié-e-s de la clinique, seul-e-s 27 seront repris par l'hôpital. En perdant leur ancienneté… Dans ce contexte de reprise partielle se pose la question des activités chirurgicales qui vont réellement se poursuivre sur le plateau de Fécamp

Après avoir supprimé la chirurgie publique à Fécamp à la fin des années 2000, pour laisser le champ libre à la chirurgie privée, l'Agence gouvernementale de Santé ne semble pas être très mobilisée pour rattraper ses erreurs du passé et maintenir à Fécamp un plateau technique digne de ce nom. Le tout avec l'accord tacite de la mairie de Fécamp et de la députée macroniste, Mme Poussier-Winsback, dont le silence sur ce dossier a été remarqué par tous les observateurs.

C'est pourtant un élément clé de l'attractivité de Fécamp et de notre bassin d'emploi qui se joue là

Fécamp perd des habitants

Les dernières statistiques démographiques sont sans appel : de 19344 habitants en 2014, Fécamp est tombée à 18054 habitants lors du recensement officiel de 2020 et 17465 habitants en 2023. L'attractivité de notre ville est en baisse

Hervé Morin a de l'estomac

Le président de la région Normandie, Hervé Morin, vient de se faire allumer par la Chambre Régionale des Comptes pour s'être fait indûment rembourser 6000 € de frais de repas. On savait que le patron de Mme Poussier-Winsback ne crachait pas dans la soupe mais pas à ce point...

Agnès Firmin-Le Bodo, aussi !

Encore une qui a de l'appétit : Agnès Firmin Le Bodo, éphémère ministre de la santé est visée par une enquête pour avoir perçu pour 20 000 € de montres de luxe, bouteilles de champagne et de vin, coffrets week-end de la part des laboratoires pharmaceutiques lorsqu'elle était pharmacienne au Havre. Cadeaux non déclarés au fisc selon Mediapart…

L'eau au prix de l'or ?

Après avoir déjà augmenté le tarif du m3 d'eau de 15 % en janvier 2023, l'agglomération de Fécamp, dirigée par l'équipe de Mme Poussier-Winsback, a décidé de remettre çà ce 1 er janvier 204. Cette fois, la hausse sera de 9,5 %. Le service public de l'eau en sera-t-il amélioré pour autant ? La question reste sans réponse, comme l'ont été les épisodes d'eau jaune et trouble constatés en juillet et en septembre dernier

Et l'électricité ?

En écho, c'est le prix de l'électricité que le gouvernement vient d'augmenter, de 9,8 % en heures pleines et de 8,6 % en heures creuses, aggravant encore un peu plus les fins de mois des gens

LE 9 JUIN AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES, VOTEZ PCF !

L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL BÉNÉFICIENT DEPUIS LE MOIS DE JUIN D'UNE DÉROGATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE QUI LEUR PERMET DE S'AFFRANCHIR DU MARCHÉ EUROPÉEN DE L'ÉLECTRICITÉ PENDANT UN AN.

PENDANT CE TEMPS LA, EN FRANCE LA FACTURE VA AUGMENTER ENTRE 8,6 % ET 9,8 % AU 1ER FÉVRIER 2024, MERCI À LA MACRONIE, BRUNO LEMAIRE ET EMMANUEL MACRON !!!

PCF
PARTI COMMUNISTE FÉCAMP
WWW.PCF-FECAMP.FR

PCF SECTION FÉCAMP NORMANDIE - WWW.PCF-FECAMP.FR -

NON à la hausse de l'électricité

Mobilisons-nous pour empêcher le Gouvernement d'augmenter les taxes de 10% en 2024

PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Alors que les prix de l'électricité sur les marchés sont à la baisse, le Gouvernement augmente les taxes de 10%. En fait, à chaque fois ce sont les Français qui sont perdants.

Avec les communistes, agissez pour exiger la sortie de la France du marché européen de l'énergie, et pour le retour d'un véritable tarif réglementé EDF contrôlé par l'État.

Pour financer ces mesures, allons chercher dans la poche des millionnaires de plus en plus nombreux en rétablissant l'impôt sur la fortune !

Gagnons une nouvelle répartition des richesses pour vivre mieux.

Je signe la pétition :

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Tél : .....

Mail : .....

Carte à renvoyer à

PCF - 33, Place du Général de Gaulle

76000 Rouen

pcf76@pcf76.fr - SMS 06 87 35 14 84

Élections européennes : à Rouen, Léon Deffontaines, le candidat de la paix

C'est à la Fête de l'Humanité de Normandie, qui a rassemblé 5 000 personnes ce 19 novembre à Rouen, que la tête de liste communiste a tenu son premier meeting. Ce week-end festif était largement dédié à la paix. C'est sous ce signe, et avec une certaine gravité, que les organisateurs de la Fête de l'Humanité de Normandie et les fédérations départementales du PCF ont choisi de placer cette 19e Fête.

Intervention de Léon Deffontaines à la Fête de l'Humanité Normandie à Rouen, le 19 novembre.

C'est sur les terres normandes que le communiste a fait sa *« première sortie publique »* et prononcé ses premiers mots en tant que tête de liste aux élections européennes. *« Il n'y a pas que les extrémistes du Hamas et du gouvernement Netanyahou »,* lance-t-il notamment en direction des jeunes, en préambule d'un concert de l'artiste reggae Taïro : *« Il y a aussi celles et ceux qui proposent une paix juste et durable. »* Le candidat du PCF lance à nouveau un appel à libérer le leader palestinien Marwan Barghouti, *« le Mandela palestinien »*.

Reconstruire une gauche populaire

« Dans le sillon de Fabien Roussel, nous allons reconstruire une gauche authentique, populaire », promet aussi le jeune homme, ce 19 novembre. Le communiste annonce que sa campagne permettra de *« faire le lien entre les politiques européennes »* et *« la casse des services publics »,* les *« délocalisations »,* la perte de *« souveraineté »* des peuples.

…/…
Suite page suivante

En famille

Les accointances familiales font partie des habitudes du microcosme parisien d'Emmanuel Macron. Exemple : la nouvelle ministre de l'Education Nationale, Amélie Oudea-Castera se trouve être la nièce de la journaliste vedette de France TV Nathalie Saint Cricq, l'ancien politologue Alain Duhamel étant son oncle

En Allemagne, les alliés de Marine le Pen essuient un échec

Le parti d'extrême-droite « Alternative pour l'Allemagne » espérait rafler la présidence d'un canton au vu de sondages favorables. Mais les imposantes manifestations civiques des dernières semaines contre ce parti, allié de Marine Le Pen au sein du Parlement Européen, ont changé la donne. La candidate de l'AfD n'a obtenu que 47,6 % au deuxième tour de l'élection de ce 28 janvier

Encore un député RN pris la main dans le sac du racisme

Grégoire de Fournas est député lepéniste de Gironde. Il s'était déjà fait remarquer en beuglant « qu'il retourne en Afrique » lors de l'intervention du député noir Carlos Martens Bilongo. Il n'en était pas à son coup d'essai, ses obsessions racistes refaisant régulièrement surface, ainsi que son passé comme militant du groupuscule fasciste Bloc Identitaire. Rappelons que c'est en 2020 que ce groupuscule a dealé avec le RN, leur chef devenant candidat de le Pen pour la mairie de Nice

…/...

Délocalisations et souveraineté des peuples

« Le peuple français ne veut pas des traités libéraux qui régissent l'Europe et nous porterons cette voix dans les élections », assure-t-il. Il a également insisté sur les trois priorités de sa campagne : la paix, les salaires et le pouvoir d'achat, le réchauffement climatique.
« On en a ras le bol des demandes de Bruno Le Maire », lance-t-il en visant le ministre de l'Économie, qui se refuse à prendre des mesures contraignantes pour les entreprises en matière de pouvoir d'achat. *« Il faut agir dès maintenant avec un décret sur le blocage des prix des produits de première nécessité »,* exige Léon Deffontaines sous les applaudissements du public.
« Il y a urgence à augmenter les salaires et les pensions, et au minimum, les indexer sur l'inflation. » Sur le réchauffement climatique, il égrène ses propositions : mix énergétique nucléaire et énergies renouvelables, renationalisation d'EDF et de GDF, développement du ferroviaire, arrêt des délocalisations…

Le Proche-Orient dans toutes les têtes

Reste à savoir quelle place l'actualité au Proche-Orient prendra dans la campagne. Dès l'inauguration de la Fête le 18 novembre, le directeur de *l'Humanité,* Fabien Gay, a souligné *« le contexte lourd internationalement ». « Mon engagement pour le peuple palestinien est consubstantiel de mon engagement communiste »,* a rappelé le sénateur. Un sentiment partagé par beaucoup dans les allées de la Fête alors que se sont tenus deux débats consacrés à la paix.
Après une intervention du journaliste de *l'Humanité* Pierre Barbancey, qui a restitué le long contexte de conflit colonial dans lequel se place la guerre Hamas-Israël, Jean-Paul Lecoq a appelé à *« faire respecter les résolutions de l'ONU, qui s'appliquent à tout le monde ».*
Le député PCF fustige la répression des manifestations, dont la France est *« championne d'Europe »,* en rappelant qu'elles sont *« un combat international, pour la paix ».* Pascal Lederer, du mouvement « Une autre voix juive » conteste à Israël *« le droit de parler au nom de tous les juifs »* et appelle, lui aussi, à se baser *« sur les résolutions de l'ONU pour envisager une solution de paix ».*

Face à une offensive réactionnaire, « tenir sur nos principes »

Le contexte politique national, dans une autre mesure, apparaît aussi lourd. L'autre temps fort de cette 19e édition de la Fête de l'Humanité a été le débat consacré à l'immigration.
« Presque toutes les associations d'aides aux migrants de la ville sont venues », se réjouissent les militants de la section de Rouen du Parti Communiste.
Des organisations venues témoigner, alors que le gouvernement et la droite se sont engagés dans l'élaboration d'une loi particulièrement rétrograde.

…/…
Suite page suivante

Cà veut dire quoi, la « rémunération au mérite » selon Gabriel Attal ?

« Ça veut dire quoi ? Faire des heures supplémentaires ? Travailler quand on est malade ? Ne pas prendre de vacances ? » C'est en ces termes que fabien Roussel a interpellé le nouveau Premier Ministre après ses annonces dans son discours de politique générale

Opération du PCF « vérité sur les salaires »

Une délégation de travailleurs, accompagnés de Fabien Roussel a été reçue à Matignon par l'équipe du Premier Ministre, pour lui remettre des témoignages de salariés sur la vie chère et les fins de mois

Fronde au PS

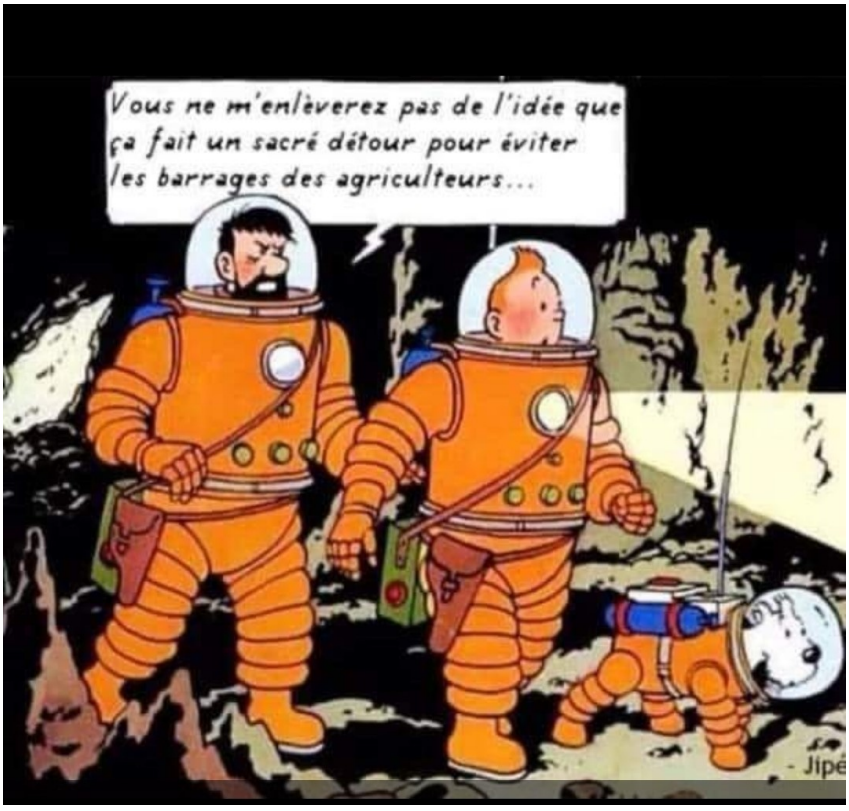
Estimant que la liste du PS aux élections européennes ne tient pas sa promesse d'ouverture au monde du travail , Philippe Brun, le député socialiste de l'Eure a décidé de démissionner de la direction du PS

Fronde également à La France Insoumise

Une centaine de militants se réunissent le 10 février à Gagny pour réclamer plus de démocratie interne. Ils se plaignent de ne pas avoir voix au chapitre et dénoncent la multiplication des exclusions sans autre forme de procès

…/…

La députée communiste Elsa Faucillon y a réaffirmé le combat de son parti pour obtenir la régularisation de tous les travailleurs sans papiers. *« Parfois nous sommes timides sur ces questions-là, parce que nous avons en tête que nous éloignons une certaine partie des citoyens en les jetant dans les bras du RN. Si on se dit ça, c'est qu'on n'est plus en capacité de tenir sur nos principes. Pour les défendre, pour notre projet internationaliste et contre les exploitations, il faut être au rendez-vous. »* Un rendez-vous qui s'adresse à toute la gauche. Samedi, c'est la sénatrice de Seine-Maritime Céline Brulin qui prévenait face à l'opération de banalisation de l'extrême droite : *« Nous devons faire entendre la voix de la gauche, et personne ne sera de trop. »*



La directrice du FMI contre les aides aux agriculteurs

Cette ultra du libéralisme s'est récemment inquiétée de voir les États prolonger des aides au lieu de mener une « nécessaire consolidation budgétaire. ». Cela fait déjà plusieurs mois que le FMI fait le forcing pour que les Etats mettent un terme aux aides mises en place pendant la pandémie de Covid

Gouvernement bancal

Parmi les bizarreries du nouveau gouvernement Attal, l'absence de ministre à part entière pour le logement, la santé et la transition écologique a été notée avec étonnement par tous les observateurs et inquiète considérablement les responsables d'associations et les syndicats

Changement de député à Rouen

Après des années de bons et loyaux services, Hubert Wulfranc, le député communiste de la rive gauche de Rouen a décidé de passer à la main et c'est son ancien suppléant, Edouard Benard, qui devient député. Unanimement apprécié pour son humanité et sa droiture, Hubert Wulfranc était respecté y compris par ses adversaires politiques. Une belle figure du PCF, qui a été de tous les combats pour la justice sociale et pour le respect du monde du travail. Edouard Benard, incarne la rive gauche de Rouen dont il dit que « C'est un microcosme ouvrier. Une terre de lutte des classes, une terre cheminote, une terre papetière, une terre de services avec le plus grand hôpital psychiatrique de la zone ». Bonne retraite à Hubert Wulfranc et bienvenue à Edouard Benard

Agriculture : Gabriel Attal et la FNSEA appellent les agriculteurs à rentrer dans le rang

Agriculture La troisième salve de mesures du premier ministre semble avoir été la bonne. Les nouvelles simplifications administratives et 150 millions d'euros d'aides aux éleveurs ont permis au syndicat majoritaire de demander aux paysans mobilisés la fin des blocages.

Cette fois, tout a fonctionné comme prévu. La cogestion gouvernement-FNSEA du secteur agricole, symbolisée par les heures de négociations en tête à tête ces derniers jours, a montré sa toute-puissance. La valse à trois temps – annonces de l'exécutif ; réaction mi-bougonne mi-favorable des deux syndicats majoritaires (FNSEA-Jeunes agriculteurs) ; levée des blocages – a été jouée sans anicroche, contrairement au vendredi 26 janvier lors des premières mesures de Gabriel Attal devant sa botte de paille.

Ce n'est certes pas allé sans frictions. Les « flous » entourant de nombreuses mesures ont fait durer les débats ce jeudi après-midi sur de nombreux points de blocage, notamment autour de Paris. Si bien que certains barrages demeuraient ce jeudi soir. Mais la Coordination rurale n'avait plus les forces pour continuer de jouer la surenchère face au tandem FNSEA-JA. *« Ceux qui sont sur des barrages et qui sont épuisés, ça ne changera rien que nous restions une journée de plus »*, a reconnu sa présidente, Véronique Le Floc'h.

Alors, victoire totale pour les agriculteurs ? Pas vraiment, à entendre Arnaud Rousseau, patron de la FNSEA : *« Personne ne doit considérer que c'est terminé ce soir. Le mouvement se transforme. Nous allons travailler dès lundi pour voir si les annonces c'est du toc ou si, réellement, on peut faire avancer la simplification. Si on se rend compte que tout ça n'était qu'un effet de manche, l'effet sera catastrophique. »*

Pierre Thomas, président du Mouvement de défense des exploitants familiaux, lui, ne mâche pas ses mots : *« Ces annonces me mettent en colère. On nous dit : " On vous donne quatre sous, on ne vous embête pas trop sur les normes environnementales et on assure se battre au niveau européen contre les accords de libre-échange ", ce que l'on réclame depuis des années. Mais il n'y a rien sur les revenus. N'aurions-nous qu'un problème de paperasse ? »*

Une sortie de crise sur le dos de l'écologie

N'attendez plus le plan Ecophyto 2030. Le ministre de l'agriculture, Marc Fesneau, a annoncé la mise *« en pause »* du projet qui doit définir la stratégie française de réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques à l'horizon 2030. Une *« mesure allant dans le bon sens »*, pour la FNSEA et les JA. Cet avis ne surprend pas François Veillerette, de Générations futures. Depuis son élaboration, ces syndicats poussaient *« pour retirer le Nodu (nombre de doses unités) »* destiné à calculer la quantité de produits chimiques utilisés par les exploitants. Ce vœu est exaucé par Gabriel Attal, qui annonce l'élaboration d'un *« nouvel indicateur »*. Le porte-parole de l'ONG est d'autant plus marri que *« la FNSEA et le gouvernement vont le mettre au point dans l'opacité la plus totale, car nous n'aurons pas accès à leurs discussions »*, se désole François Veillerette. De toute façon, *« le plan Ecophyto avait déjà été déshabillé de ses objectifs »*, se désole Véronique Marchesseau, secrétaire générale de la Confédération paysanne.

Par ailleurs, cette troisième batterie d'annonces entérine tous les autres reculs environnementaux déjà annoncés, comme celui de la mise au pas des agents de l'Office français de la biodiversité, placés sous la tutelle des préfets. Le *« choc de simplification »* administrative est étoffé d'une prochaine *« proposition de loi sur le trouble de voisinage »*, *« pour protéger les agriculteurs des voisins »*, dixit Gabriel Attal. Dans ce grand haro sur l'écologie, l'interdiction d'importation en France de légumes et de fruits traités au pesticide thiaclopride ne change pas grand-chose.

Peu d'actes pour la souveraineté alimentaire

À défaut de mesures tangibles, Gabriel Attal à Paris puis Emmanuel Macron à Bruxelles n'ont pas lésiné sur l'emphase pour se payer de mots. Un *« principe de souveraineté »* va être *« inscrit dans la loi »*, annonce le premier ministre, pour qui *« l'exception agricole française, c'est hisser au plus haut (notre) souveraineté »*. Concrètement, cette fameuse exception revient à coller aux normes environnementales européennes, pas plus ; à réclamer une nouvelle fois une pause dans la question des jachères qui empêche les grands producteurs céréaliers de réunir leurs champs ; à mieux contrôler les étiquetages de produits alimentaires « origine France ».

Quant au chef de l'État, s'il montre les muscles en conférence de presse après ses rencontres du jour à Bruxelles, ses gains sont minimes. Sur les importations de céréales ukrainiennes produites à moindre coût social et environnemental, pas de diminution, mais un *« mécanisme de sauvegarde renforcé »* en cas de déstabilisation des cours. Sur le traité UE-Mercosur, le locataire de l'Élysée s'enorgueillit qu'il n'ait pas *« été conclu à la va-vite, comme certains menaçaient de le faire »*... On n'en saura pas davantage, non plus, sur sa demande de *« mise en place d'une force européenne de contrôle sanitaire et agricole »*.

À la Confédération paysanne, on suit ce sujet de la souveraineté alimentaire. *« L'été dernier, dans un préprojet de loi d'orientation d'avenir agricole, une définition dévoyée avait été proposée. Nous serons très vigilants à en voir le contenu,* assure Véronique Marchesseau. *Pour nous, la définition simplifiée désigne le droit des populations, de leurs États ou unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis-à-vis des pays tiers. »*

Rien de tangible pour les revenus

Bercy a claironné que cette *« nouvelle étape «* pour l'agriculture française allait coûter 400 millions d'euros d'argent public, auxquels il faut ajouter 200 millions pour la conservation de la défiscalisation du gazole non routier. Au rayon du soutien aux rémunérations des agriculteurs, l'exécutif souligne les 150 millions de soutien fiscal et social du *« plan de souveraineté sur l'élevage »*. *« Cela ne va bénéficier qu'aux gros élevages et va leur permettre de réaliser de l'optimisation fiscale sur les stocks de bovins »*, critique Thierry Bonnamour, de la Confédération paysanne Auvergne-Rhône-Alpes.

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, évoque un nouveau tour de vis sur les contrats commerciaux entre grande distribution et fournisseurs alimentaires. Avec des sanctions jusqu'à 2 % du chiffre d'affaires du contrevenant. Leclerc, Carrefour ou l'agro-industrie tremblent déjà. Finalement, la hausse des seuils d'exonération fiscale en cas de transmission d'exploitation ou de terres à de « jeunes agriculteurs » est la seule mesure sonnante et trébuchante... en faveur des grands propriétaires.

Stéphane Guérard, Cécile Rousseau, Samuel Eyene

Tour de plage solidaire à Fécamp

Un tour de plage en signe de solidarité avec les petits paysans qui manifestent pour leur survie

L'homme des accords de « libre » échange

Au moment où les agriculteurs manifestent contre la concurrence déloyale organisée par les accords de libre-échange en Europe, leur ministre de tutelle, Mars Fesneau, a un lourd passé de défenseur de ces mêmes accords de libre-échange, et s'est souvent fait le relai des lobbies des pesticides

Léon Deffontaines dénonce les accords européens de libre échange l'Amérique du Sud

Le candidat du PCF aux élections européennes a pointé la déconnexion totale des institutions européennes : c'est au moment où la paysannerie d'Europe manifeste contre la concurrence déloyale sur notre continent que la commission de Bruxelles se prépare à signer un accord de libre échange avec le MERCOSUR d'Amérique latine

Les bas salaires et le fait de travailler seul nourrissent un sentiment de solitude et d'impuissance, mais l'attachement au métier demeure.

OLIVIER MORIN
Secrétaire national du Modef

La traite du soir est finie. Les vaches sont repues et le tank à lait est plein. Le camion du laitier passera dans la nuit le vider dans sa citerne. En s'endormant, le paysan pense à sa journée de travail commencée tôt et terminée tard, à la traite du lendemain matin et, surtout, au prix auquel l'industrie laitière va lui payer son lait. Pas assez pour recouvrer ses coûts de production, pas assez pour rémunérer toutes ses heures de travail, pas assez pour ne pas avoir peur du lendemain. Nos collègues qui vendent de la viande ont ce même sentiment, corroboré par les chiffres implacables des exercices comptables annuels successifs. Pareil pour les légumes, les œufs, le vin, etc., y compris les céréales, particulièrement ces derniers temps quand ils sont cultivés en agriculture biologique. Même les paysans qui sont en circuit court peinent à vendre leur production aux citoyens, eux aussi pressurisés par des salaires gelés et des pensions de retraite qui n'augmentent pas.

Dans le même temps, on apprend que les industries du lait font gagner des bénéfices record à leurs propriétaires, Emmanuel Besnier, patron de Lactalis, en tête. On écarquille les yeux en découvrant que les prix des tracteurs ont augmenté de 12 % entre 2020 et 2022. Autant de valeur ajoutée produite par le travail patient et rigoureux des paysans et qui est extorquée d'une façon ou d'une autre par l'amont et l'aval de la production agricole. Reste le paysan, qui, au milieu des factures qui semblent ne jamais s'arrêter de croître, des règlements de sa production qui stagnent et des investissements obligatoires à réaliser, demeure la seule profession qui ne peut pas répercuter ses coûts de production sur son prix de vente. Ce malaise paysan, le Modef (Confédération syndicale agricole des exploitants familiaux) ne le connaît que trop bien pour le dénoncer depuis des années. Ce sont en effet les petites et moyennes exploitations agricoles qui disparaissent le plus vite à cause de revenus insuffisants. L'agricultrice et l'agriculteur sont également des citoyens comme les autres, ils subissent aussi l'augmentation du coût de la vie : hausse des tarifs de l'énergie, des produits alimentaires, etc.

Et comme on travaille souvent seuls dans nos exploitations, que les fermes autour de nous disparaissent les unes après les autres et que le syndicalisme paysan recule, le sentiment de solitude et d'impuissance face à une montagne grandissante de soucis peut être parfois funeste.

Mais ce tableau sombre ne doit pas cacher l'attachement qu'ont les exploitants agricoles à leur métier, à leurs bêtes, à leur terre. La volonté de transmettre des savoir-faire et des fermes viables et vivables, et la nécessité d'avoir des paysans nombreux sur les territoires. Au Modef, nous nous réjouissons que nos revendications d'un revenu décent pour les paysans soient reprises dans les mobilisations. Cela ne pourra passer que par la fixation de prix planchers rémunérateurs garantis par l'État et non par la loi du marché.

> Nous restons une profession qui ne peut pas répercuter ses coûts de production sur son prix de vente.

Nous nous sentons abandonnés et estimons que notre dignité est bafouée. Nous exigeons une meilleure rémunération et des conditions de travail acceptables.

DIMITAR DILKOFF/AFP

ARNAUD GAILLOT
Président des Jeunes Agriculteurs

Depuis des années, nous n'avons cessé d'alerter sur la colère grandissante du monde agricole. Nous avons besoin d'un cap. Grâce à la mobilisation, fin 2023 dans tous nos départements, qui dénonçait les incohérences de nos politiques, nous avons pu obtenir de premières avancées. Mais trop de sujets demeurent en suspens et la colère persiste. Un mouvement inédit s'est amorcé pour faire entendre notre voix encore plus fort.

Que ce soit la réduction de nos moyens de production, la multiplication des accords multilatéraux, la fragilisation de notre élevage, des revenus trop faibles ou la surtransposition des normes, la coupe est pleine. Elle a même débordé !

Nous exigeons un cap clair, sans ambiguïté, avec des moyens ambitieux pour atteindre les objectifs que nous nous fixons. Il est impératif de rétablir la cohérence entre les discours et les actes, avec des mesures immédiates et concrètes. Un cap clair qui nous permette aussi de relever le défi de compenser les départs à la retraite. Il y a trois besoins.

D'abord, de la dignité dans l'exercice de notre métier. Cette crise est avant tout morale. Les agriculteurs se sentent abandonnés. Faut-il rappeler que notre fin sera votre faim ! Il faut conforter les agriculteurs par des politiques française et européenne cohérentes, et un soutien renouvelé des citoyens pour relever ensemble les challenges qui se présentent.

Surtout, une juste rémunération de notre travail, indispensable pour vivre, mais aussi pour continuer de s'adapter. Nous ne pourrons pas investir sans une situation économique solide et stable. Cette problématique de longue date doit trouver sa réponse dans l'application pleine et entière des lois Egalim. Trop d'acteurs de l'aval tentent en permanence des contournements. Cela doit cesser ! Protéger notre prix passera aussi par l'arrêt total de l'importation de produits ne respectant pas les mêmes normes.

Enfin, rétablir des conditions d'exercice du métier acceptables en mettant fin à l'accumulation des normes et à leur surtransposition par rapport à nos collègues européens, c'est se tirer une balle dans le pied. Cela interroge sur la volonté de nos dirigeants. Nous attendons des décisions stratégiques claires qui donnent une visibilité de long terme. Il faut en finir avec les décisions déconnectées du terrain, souvent contradictoires.

Dans un moment décisif pour nos agricultures, c'est une approche globale à revoir pour inscrire durablement le secteur sur la bonne voie. Celle du maintien de notre agriculture par le renouvellement d'une génération vieillissante, celle de la souveraineté alimentaire, celle de la lutte et de l'adaptation au changement climatique, et celle d'une agriculture durable et prospère pour les générations futures. Ces questions cruciales sont posées aujourd'hui au gouvernement par des agriculteurs mobilisés partout en France et en Europe. Ne nous trompons pas dans les solutions, sinon, aucun doute que nous le regretterons amèrement.

> Il faut rétablir la cohérence entre les discours et les actes, avec des mesures concrètes.

Les blaireaux

Vu pendant les manifestations des agriculteurs, dans l'Aude : les 3 députés RN du coin en train de poser, gros rires gras à l'appui, devant une banderole ordurière, à l'intention des écologistes Marine Tondellier et Sandrine Rousseau. Si, à Paris, Le Pen et Bardella se donnent beaucoup de mal pour apparaître le plus lisse possible, leurs cadres, eux, ne s'embarrassent pas de fioritures et nous donnent un avant-goût de ce qui se passerait en France s'ils arrivaient au pouvoir

Agriculture : la grande escroquerie de Jordan Bardella

La tête de liste du Rassemblement National aux élections européennes dénonce aujourd'hui la Politique Agricole Commune (PAC) … qu'il a votée hier. Ce n'est pas la première ni la dernière escroquerie des hommes de Marine Le Pen lorsqu'ils s'adressent aux agriculteurs et aux agricultrices.

Elections européennes du 9 juin

Avec les communistes, devenez acteur du combat pour défendre les retraites

☐ **JE REJOINS** le Parti communiste français

Nom & prénom

Date de naissance

Sexe ☐ ☐

Adresse

CP/Ville

Profession

Lieu de travail ou d'étude

Tel.

Portable

E-mail

Comme chaque femme et chaque homme qui rejoint le PCF, vous avez le droit de **recevoir l'Humanité** pendant un mois. Merci de nous confirmer votre accord.

OUI ☐

À renvoyer à: **Parti Communiste Français**
33 place de général de Gaulle 76000 Rouen

Envoyez un E-mail à *pcf@pcf-fecamp.fr* avec vos questions et suggestions.

Consultez les anciens numéros du Rouge-Gorge sur le web à **http://www.pcf-fecamp.fr**

Inscrivez-vous pour recevoir par mail les nouveaux bulletins à pcf@pcf-fecamp.fr

La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine) :
Pour suivre l'actualité politique au quotidien

Cliquez ici

Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos :

Cliquez ici

Le journal l'Humanité :

Cliquez ici

Les élus communistes du conseil municipal de Fécamp :

Cliquez ici

La page Facebook de Céline Brulin, sénatrice de Seine-Maritime :

Cliquez ici

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici

La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici

La page Facebook d'Hubert Wulfranc, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici

PCF PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS — *Prenons soin de la France*